

## APPEL INTERNATIONAL DE JURISTES POUR LA RESPONSABILITE DES ETATS-UNIS ENVERS LE VIETNAM POUR LES EPAN DAGES DE DIOXINE

### **Au vu des informations suivantes :**

Pendant dix ans, pour empêcher que la forêt et le maquis dissimulent les caches et les déplacements de l'adversaire, détruire les récoltes et inciter les paysans à fuir les campagnes, l'aviation américaine a déversé 72 millions de litres d'herbicides sur une superficie totale de près de 2 millions d'hectares de forêts et de rizières.

Ces herbicides comportaient 41.635.000 litres d' « Agent orange », contenant de la dioxine, un poison un million de fois plus toxique que le plus puissant poison naturel connu à l'époque et dont la nocivité est telle que, durant la seconde guerre mondiale, Roosevelt avait interdit à l'armée américaine de s'en servir, et que, en août 1970, le sénateur Nelson déclarait au Congrès : « *Il n'est pas impossible que notre pays ait déclenché une bombe à retardement qui retentira sur les populations avec des incidences qui ne pourront être évaluées que dans un futur lointain.* »

Très stable, la dioxine tend à rester dans l'environnement. Les concentrations sont extrêmement importantes dans les sols, les sédiments ainsi que dans les graisses animales, contaminant ainsi la chaîne alimentaire. Dix-sept ans après l'arrêt des largages de défoliants, elles se retrouvaient toujours dans les fruits et les légumes cultivés dans les sols contaminés durant le conflit.

Le « Rapport Stelman » estime à 4.800.000 le nombre de victimes potentielles ou silencieuses, sans compter les victimes empoisonnées ultérieurement par la chaîne alimentaire. Les victimes passées, présentes et à venir se comptent donc par millions. Il est indéniable que les familles de victimes de l'agent orange présentent un nombre anormal de naissances d'enfants morts-nés, atteints de malformations et de difformités monstrueuses, et que les 2<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> générations ne sont pas épargnées. Même des gens apparemment indemnes souffrent de dermatoses et de troubles psychiatriques.

Considérant que le Congrès des Etats-Unis votait, en 1991, l' « Agent Orange Act » qui instituait une commission d'étude ; que celle-ci après avoir reconnu que la dangerosité de la dioxine avait été sous-estimée dix ans plus tôt, affirme que le produit était « *un dérégulateur hormonal ayant de graves effets sur le système de reproduction du fœtus en développement, sur le cerveau et sur le*

*système immunitaire* » ; qu'en 1966, l'Institute of Medicine des Etats-Unis a établi un lien entre l'exposition à l'Agent orange et une dizaine de maladies (sarcome, lymphome, leucémie, maladie de Hodgkin, cancers des voies respiratoires et de la prostate, myélomes multiples, diabète de type 2, porphyria cutanée tardive, neuropathies aiguë et subaiguë)

Retenant enfin le terrible bilan écologique de ces épandages : empoisonnement de 43% des régions cultivées, destruction de 60% des plantations d'hévéas et de 36% des forêts de palétuviers qu'il faudra plus de cent ans pour reconstituer, pollution massive des eaux et empoisonnement de l'ensemble de la chaîne alimentaire pour de nombreuses décennies. Enfin, 6250 km<sup>2</sup> du Sud du Vietnam restent toujours impropres à la culture.

**Considérant que**, en 1979, la Constitution ne permettant pas de se retourner contre le gouvernement pour des actes de guerre perpétrés par l'armée américaine, 70.000 vétérans américains atteints par l'agent orange, puis leurs organisations, ont engagé aux Etats-Unis des poursuites judiciaires en indemnisation contre les firmes qui avaient fabriqué l' « Agent orange », et que les firmes ont préféré mettre fin au procès en payant 180 millions de dollars à un fonds de compensation des anciens combattants souffrant de la dioxine.

Que, le 31 janvier 2004, l'Association des victimes du Vietnam et 5 victimes à titre personnels ont à leur tour engagé une action judiciaire aux Etats-Unis contre les firmes, et qu'après un débouté frappé d'appel le procès est en cours.

Qu'en janvier 2006, un Tribunal de Corée du Sud a condamné les firmes Dow Chemical et Monsanto à indemniser 6800 victimes sud-coréennes.

**Considérant cependant que** ces procès ne peuvent profiter qu'à ceux au nom desquels ils sont menés, avec une extension consécutive à la portée d'une « class action », mais laissent non indemnisé pour le Vietnam en tant que tel le dommage collectif global résultant de la désertification de régions entières pour une durée inconnue, ainsi que le préjudice moral et la charge sociale que constituent pour l'Etat les naissances actuelles et à venir avec des malformations ou des maladies graves.

Qu'aux termes de l'article 21 des accords de Paris, les Etats-Unis déclarent qu'ils «contribueront à effacer les blessures de la guerre et à la reconstruction de la République Démocratique du Vietnam. », mais qu'ils discutent la portée de cet engagement.

Qu'ils arguent notamment de ce que le Protocole de Genève n'interdit que les gaz asphyxiants et «similaires» et que les défoliants n'entrent pas dans la définition de « similaires ».

Que cependant les travaux préparatoires du Protocole de Genève et les interprétations des autorités américaines de l'époque montrent que le texte visait à interdire toutes formes de gaz, et que l'Assemblée Générale des Nations Unies a confirmé cette interprétation dans sa résolution 2603 A (XXIV) du 16 décembre 1969 où elle déclare contraire aux règles généralement acceptées du droit international telles qu'elles sont énoncées dans le Protocole signé à Genève le 17 juin 1925, l'utilisation dans les conflits armés internationaux de : a) tout agent chimique de guerre ... en raison de ses effets toxiques directs sur l'homme, les animaux ou les plantes.

Que si dans les années 60 et 70, les Etats-Unis, l'Australie, le Portugal, le Royaume-Uni et les Pays-Bas ont maintenu une interprétation étroite du Protocole, à savoir qu'il ne s'appliquait ni aux défoliants et herbicides, ni aux gaz anti-émeute tels que les gaz lacrymogènes.

**Il demeure** que, lorsque le 10 avril 1975 les Etats-Unis ont ratifié le Protocole, ils ont déclaré qu'ils renonçaient à l'usage en premier d'herbicides et de gaz anti-émeute en temps de guerre, sauf

-pour les herbicides, «Under regulations applicable to their domestic use, for control of vegetation within US bases and installations or around their immediate defensive perimeters » ;

En d'autres termes, les Etats-Unis n'ont pas contesté le caractère d'armes chimiques des herbicides et l'illégalité de leur emploi en cas de conflit armé. Il faut d'ailleurs préciser que lors de l'envoi de leurs instruments d'adhésion ou de ratification, ils ont fait des réserves qui ne portaient nullement sur la définition de l'arme chimique ;

-pour le Protocole de Genève de 1925,

« Le protocole cessera d'être obligatoire pour le Gouvernement des Etats-Unis en ce qui concerne l'usage pour la guerre de gaz asphyxiants, toxiques et autres gaz, et de tous liquides, matériaux ou engins similaires contenus dans le protocole. (10 avril 1975) » .

-pour la Convention de Paris de 1993,

« à condition qu'en ce qui concerne l'annexe sur l'application de la Convention et la vérification, aucun échantillon prélevé aux Etats-Unis dans le cadre de la Convention ne soit transféré à des fins d'analyse dans un laboratoire situé hors du territoire des Etats-Unis » (25 avril 1997)

**Mais que de toute manière**, dès lors que quoi que ce soit est utilisé dans une guerre contre un adversaire, que ce soit pour commettre des dommages corporels ou seulement matériels, ce qu'on utilise est par définition une arme, sinon par nature en tout cas par destination, et que dès lors qu'il s'agit d'un produit chimique, c'est une arme chimique.

**Mais surtout et en tout cas**, celui qui commet une faute doit en réparer les conséquences dommageables.

Le seul fait d'avoir envoyé des C 123 déverser des défoliants sur les forêts d'un Etat étranger en violant son intégrité territoriale et commis à son préjudice des destructions et épandages contraires au Droit Humanitaire constitue le fait illicite de nature à engager la responsabilité des Etats-Unis et quel que soit le *modus operandi*, leur fait obligation d'en réparer les conséquences.

Laurence BOISSON DE CHAZOURNES,  
Professeur à l'Université de Genève (Suisse)

Francis A. BOYLE, Professeur de Droit International, Université d'Illinois (Etats-Unis)

Robert CHARVIN, Professeur de Droit International, ancien doyen de la faculté de Nice (France)

Eric DAVID, Professeur de droit international, Université Libre de Bruxelles (Belgique)

Robert DOSSOU, Professeur de Droit International, Ancien Ministre Cotonou (Bénin)

V.R. KRISHINA YIER, ancien juge à la Cour Suprême de l'Inde et Président de l'Association Indienne des Juristes

Norman PAECH, Professeur de Droit International Public, membre du Parlement allemand, Berlin (Allemagne)